

Groupe de travail du 3 octobre 2017

Enquête sur les prestations Action Sociale à Bercy

Des résultats qui confortent nos revendications!

Ce groupe de travail était présidé par Monsieur ESTOURNET, sous-directeur des politiques sociales et conditions de travail. Il était consacré à la restitution des résultats de l'enquête sur l'action sociale.

Afin d'évaluer la connaissance et la satisfaction des agents, relatives aux différentes prestations d'action sociale des Ministères, une étude a été faite sur un échantillon de 15 000 agents répartis comme suit : 10 000 agents dans les services déconcentrés et 5 000 agents en administration centrale.

L'enquête a été lancée du 14 juin au 4 juillet, via un mail sur la boîte professionnelle des agents. 4 777 agents ont répondu (32%) soit 3,5% des effectifs globaux de Bercy. C'est donc avec prudence, que **FO FINANCES** analyse les conclusions de cette enquête.

- RESTAURATION

La satisfaction globale est moyenne : 6,8 sur 10

71% des agents déjeunent dans un restaurant administratif ou utilisent un titre restaurant (87% en administration centrale et 69% en services déconcentrés).

Parmi les 29% qui ne fréquentent pas la restauration collective, 42 % apportent leur propre repas dont 52% sont des agents de catégories C, 21% déjeunent à domicile (en particulier dans les services déconcentrés). Certains considèrent que le rapport qualité/prix n'est pas satisfaisant (14%).

FO FINANCES s'interroge donc sur le fonctionnement et le coût des restaurants financiers. Par ailleurs,

la carte APETIZ pose problème, notamment en province dans la mesure où certains restaurateurs continuent à la refuser.

- LOGEMENT

La note de satisfaction moyenne est de 8,2 sur 10

Concernant les foyers meublés en 2017, les services de l'ALPAF ont reçu 874 dossiers de demandes de foyers meublés depuis le début d'année.

A ce jour il reste 51 dossiers en attente mais « non prioritaires ».

Le logement social proposé par l'ALPAF a bénéficié à 29% des agents (51% en administration centrale et 27% en services déconcentrés).

FO FINANCES est intervenue une nouvelle fois sur le manque de logements en région parisienne mais également en province ; et a dénoncé certaines pratiques dans quelques départements. Des délégations dissuadent les agents de faire une demande de logement social au prétexte qu'il n'y en a pas dans leur commune. Or c'est aussi grâce à celles-ci que les besoins sont recensés et que l'ALPAF peut mettre en œuvre une politique de réservation de logements.

S'agissant des aides et prêts, parmi les 42 % d'agents qui ont déjà bénéficié d'une aide au logement, plus de la moitié ont bénéficié de l'aide à la première installation (60% en administration centrale et 55% en services déconcentrés).

Parmi les agents qui n'ont jamais bénéficié d'une aide au logement, 26 % ne connaissent par les aides proposées par l'ALPAF et ce, malgré les nombreuses interventions de l'association dans les écoles et les journées d'accueil dans les directions.

FO FINANCES souligne l'excellente communication auprès des stagiaires dans les écoles mais déplore qu'il n'en soit pas de même dans les services.

La navigation sur le nouveau site Alizé n'est ni simple, ni ergonomique. En réponse, la direction indique que les menus vont bientôt être modifiés et simplifiés.

- AIDE A LA PARENTALITÉ

Le taux de satisfaction est de 7,7 sur 10.

Seuls 14 % des agents bénéficient ou ont déjà bénéficié d'une aide à la parentalité. Parmi les agents qui n'ont jamais bénéficié de cette aide, 9% ne remplissent pas les critères d'accès mais surtout 9% ne connaissent pas du tout les aides disponibles, en particulier le CESU 6-12 ans. La direction souligne la nécessité d'une communication pro-active et prépare de nouveaux outils. Concernant les places en crèche, 21% des agents en ont déjà bénéficiées, surtout en Administration Centrale pour 48% contre 19% en Services Déconcentrés.

FO FINANCES dénonce la stagnation du nombre de berceaux depuis 2014, alors même que dans le cadre du projet de plan égalité professionnelle 2015-2017, la réservation de 30 berceaux était prévue. Mesure malheureusement écartée in fine.

La direction est consciente que la procédure de marché mérite plus de souplesse, sur la répartition entre petite et grande section par exemple. Un travail commun avec les prestataires est en cours pour déterminer les besoins selon la localisation.

- VACANCES FAMILLE

Le taux de satisfaction est de 7,8 sur 10.

30 % des agents sont déjà partis en vacances par l'EPAF.

17 % ne connaissent pas cette association. Afin de diffuser plus largement son offre, l'Epaf a établi un nouveau plan de communication pour 2018 avec un site en cours de rénovation.

Les séjours à thème vont être réduits et l'offre renouvelée afin de supprimer les doublons entre les résidences.

Parmi les agents qui ne sont jamais partis en vacances par EPAF, 19 % trouvent que le coût du séjour est trop élevé...

Cette appréciation rejoint l'analyse de FO FINANCES exprimée maintes fois au CNAS.

- VACANCES ENFANTS

Le taux de satisfaction est de 8 sur 10.

25 % des agents ont déjà envoyé leur(s) enfant(s) dans une colonie EPAF. (19 % en administration centrale et 25 % en services déconcentrés).

Parmi les agents qui n'ont jamais envoyé leur(s) enfant(s) dans une colonie EPAF, 9 % estiment le coût trop élevé et 5 % ne connaissent par l'offre EPAF.

Priorités :
Les aides au
logement

LES ATTENTES POUR L'AVENIR :

La première attente des agents porte prioritairement sur les aides au logement pour 49 % de réponses devant la restauration pour 34 %, l'aide aux personnes en difficulté pour 33%.

La dernière partie du questionnaire portait sur des suggestions ou des remarques concernant les prestations d'action sociale et des éventuelles pistes à explorer pour une meilleure adaptation aux besoins des agents.

Seulement 730 personnes sur 4777 se sont exprimées !

- ☛ Conditions de ressources à revoir,
- ☛ Catégories d'agents qui ne peuvent pas bénéficier des offres,
- ☛ Plafond des CESU injuste,
- ☛ Mauvaise qualité des repas proposés dans les restaurants administratifs,
- ☛ Problème avec la carte APETIZ,
- ☛ Schémas de transport inadaptés avec des trajets bien trop longs.

FO FINANCES ne cesse de rappeler son attachement à une politique d'action sociale permettant de garantir l'égalité de traitement et d'accès aux prestations pour tous les agents issus des Ministères de Bercy quelle que soit leur implantation géographique et fonctionnelle.

FO FINANCES a dénoncé, à de nombreuses reprises, les dysfonctionnements liés à la baisse successive des crédits action sociale. Avec toute la prudence inhérente à ce genre d'enquêtes, force est de constater, que les résultats ont conforté nos analyses et demandes.

L'action sociale reste un enjeu majeur pour l'amélioration des conditions de vie au travail des agents. **FO FINANCES** espère que les ministres ne se réfugieront pas derrière des contraintes budgétaires pour répondre aux aspirations et attentes des personnels.

RETROUVEZ TOUTE L'ACTUALITÉ
DE L'ACTION SOCIALE SUR :

<http://www.financesfo.fr/>

Rubrique ACTION SOCIALE 